

*Imaginer l'après-crise. Pistes pour un monde plus juste, équitable et durable*, sous la dir. de Jean-François Lisée et Éric Montpetit, Montréal, Boréal, 2010, 288 p.

Dominic Desroches

Volume 29, numéro 2, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045173ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045173ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desroches, D. (2010). Compte rendu de [*Imaginer l'après-crise. Pistes pour un monde plus juste, équitable et durable*, sous la dir. de Jean-François Lisée et Éric Montpetit, Montréal, Boréal, 2010, 288 p.] *Politique et Sociétés*, 29(2), 161–163. <https://doi.org/10.7202/045173ar>

---

***Imaginer l'après-crise.******Pistes pour un monde plus juste, équitable et durable***

sous la dir. de Jean-François Lisée et Éric Montpetit,  
Montréal, Boréal, 2010, 288 p.

Le climat actuel nous oblige à remettre radicalement en question notre vision du monde, mais aussi, et surtout, notre mode de vie. La crise économique de 2008 – la zone Europe et sa devise sont encore en crise deux ans plus tard... – ne laisse personne indifférent et semble exiger un temps d'arrêt. Cet arrêt pose une question claire: le capitalisme et son cheval de Troie financier ont-ils un avenir sur une planète ronde? En admettant que ce système ait un avenir et qu'il faille le réformer, on se demandera par où commencer. S'il y a urgence à agir – le temps s'accélère et la capacité de changer les choses s'amenuise en proportion –, il importe de trouver une voie commune et tous s'engager sans exception. Il est irresponsable de repousser la réflexion sur l'atmosphère de crise permanente à laquelle nous faisons face dans une mondialisation aussi célèbre qu'injuste. Or, la mise en place de mesures visant à contrôler les dérives potentielles exigera des efforts considérables – les changements du climat, les catastrophes du privé, la montée des économies nouvelles (Chine, Inde) et les mutations culturelles relatives aux technologies non maîtrisées exigent une réflexion neuve, et surtout de l'audace, car il faudra une bonne dose de courage pour établir, de manière concertée, des solutions inédites au drame appréhendé. Notre bateau vogue sans gouvernail. Cet ouvrage collectif dirigé par Jean-François Lisée (Centre de recherche en relations internationales de l'Université de Montréal) et Éric Montpetit (Sciences politiques, Université de Montréal) veut, dans l'insécurité, proposer des pistes pour un monde plus juste, durable et plus équitable en réunissant les contributions de quelques auteurs qui, issus de disciplines différentes, souvent situés à gauche du centre, ont en commun la volonté de changer les choses.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la crise économique de 2008 (p. 21-150). Elle veut établir ses causes et proposer des voies pour la sortie de crise. Situés dans l'horizon de l'*après*, les auteurs se penchent sur la crise, l'héritage de John Maynard Keynes, les possibilités de la gauche (au Québec, aux États-Unis et en Europe) et la nécessité d'une gouvernance mondiale à l'heure de la remise en question de cette tradition. La seconde partie, presque un livre à elle seule, est occupée par une analyse de J.-F. Lisée visant à répondre à la question de savoir s'il faut réformer le capitalisme ou en sortir (p. 153-160). Sa réponse consiste à présenter, dans le sillage de son essai *Pour une gauche efficace* (Montréal, Boréal, 2008), un programme de mesures, nationales et internationales, à l'ensemble des États participant à l'économie capitaliste actuelle.

## Une analyse obligée de la dernière crise financière

Ancien premier ministre de la France, Lionel Jospin rappelle d'entrée de jeu que nous faisons face à une crise économique d'ensemble et que c'est le système financier au complet qui est « déséquilibré ». Le problème est celui de l'écart entre la spéculation à la mode et l'économie réelle. Non seulement faut-il revenir à un contrôle, mais il faut faire des « pas », comme ouvrir la boîte de Pandore des paradis fiscaux, limiter les fonds spéculatifs et superviser le système financier. Reconnaisant des impasses et des paradoxes économiques, L. Jospin souligne l'obligation d'une régulation indispensable à la mondialisation.

Éric Montpetit voit dans la crise une occasion en or de réfléchir sur la théorie économique et ses présupposés. Il s'inspire de George Akerlof et de Karl Schiller pour montrer de manière éloquent que la crise traduit l'idée que le comportement de l'*homo economicus*, loin d'être rationnel comme le postule la « science économique », relève davantage de l'esprit

animal et que tout système repose sur la confiance. Ce que la crise nous enseigne en effet, c'est que la conception de l'homme rationnel (calculateur et intéressé) de l'économie moderne est dépassée – les sciences humaines pensent mieux l'agir de l'homme – et que nous devrions en conséquence reconsidérer notre adhésion automatique au discours économique dominant, car ses réquisits conduisent à des crises.

Gilles Dostaler reprend le débat à partir de J.M. Keynes. S'il revient à ce dernier, c'est pour faire voir que celui-ci n'était pas prisonnier du keynésianisme. Au contraire, Keynes comblait un manque en fournissant aux libéraux anglais une théorie économique soulignant les limites du « laissez-faire » et ce, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. S'il avait su s'adapter à la nouvelle réalité en introduisant l'idée de travaux publics en 1924, par exemple, et publié un ouvrage phare sur la monnaie après sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de 1936, c'est bien parce qu'il était plus nuancé qu'on ne le croit souvent, notamment en tenant compte dans sa théorie économique de la psychologie des consommateurs et en dénonçant l'absence d'autorégulation dans le capitalisme abandonné à lui-même.

## Un diagnostic sur l'état de la gauche dans le monde

L'article de Martial Foucault s'ouvre sur une question forte : la débâcle de 2008 ne traduit-elle pas l'idée que les acteurs de la crise ne comprennent pas les règles économiques et financières qu'ils suivent puisque leurs actions ont conduit à une impasse et que ces acteurs, par ailleurs, n'étaient pas capables de l'anticiper ? Pour répondre à sa question lumineuse, l'auteur note d'abord que la crise trouve sa source dans les inégalités salariales, car les plus riches ne redistribuent plus la richesse. Il ajoute que si l'État ne joue plus son rôle de régulateur, le système est abandonné à lui-même, ce qui favorise les délits des banques et des institutions de crédit, par exemple, lesquelles ne connaissent plus ni de limites ni de frontières. Quand on se penche sur les effets, on voit le retour de l'État dans l'économie et l'urgence d'une supervision internationale.

Pour sa part, George Ross s'intéresse à la gauche européenne. Il propose des tableaux pour montrer que la gauche est en chute libre. Quant aux raisons de cela, il dira que la gauche ne s'est pas adaptée aux nouvelles manières de faire et que la réduction du nombre d'ouvriers industriels l'a forcée à défendre d'autres causes que la sienne ; bref : les idéaux du « grand soir » sont loin. G. Ross, prenant acte du nouvel espace mondial devenu *Market*, mène alors la gauche dans une alternative : soit elle canalise ses efforts dans la domestication de la mondialisation, soit elle assiste à sa marginalisation, faute de s'être adaptée à la postmodernité fluide actuelle.

Le texte suivant s'intéresse à Barack Obama et à la gauche américaine. Arthur Goldhammer pense en gros que le succès d'Obama vient du fait qu'il a profité du contexte, tout en présentant une vision nouvelle du politicien, celle de l'homme capable de compromis.

Éloignée de la gouvernance, Pascale Dufour présente une belle synthèse de la montée altermondialiste. Elle voit qu'il s'agit plus d'une *mouvance* que d'un mouvement qui carbure à une critique radicale du capitalisme – elle veut plus de régulation –, mais sans rapport de force. Si la solution ne passe pas par la mouvance à la mode depuis 1990, celle-ci participerait volontiers, inspirée par ses succès en Amérique du Sud, à une transformation de l'économie mondiale. La contribution de Peter Graefe est, quant à elle, plus concrète. Elle consiste à revenir à un Keynes appliqué. En partant de l'expérience décevante vécue à Hamilton lorsqu'une compagnie américaine a décidé de fermer son usine au Canada, l'auteur répond à la crise avec trois stratégies à court terme roulant sur une redynamisation du secteur public. On en tirera une idée assez simple et partagée : la gauche, confrontée à sa perte de crédibilité sociale, a vu le tapis économique lui glisser sous les pieds et n'est plus capable de proposer de solutions économiques créatives à partir des avantages propres aux États. Dans ce dialogue, Paul Bernard redéfinit des idées pour la gauche. Fort d'un tableau percutant, il rappelle que

les périodes précédant les grandes crises économiques se caractérisent par une augmentation indécente du salaire des plus riches, lesquels accaparent une partie toujours plus importante du revenu national. Si les crises sont précédées par un symptôme qui ne trompe pas, s'il faut dénoncer les riches de plus en plus puissants, c'est pour défendre l'égalité, comme en Scandinavie. Quant au Québec, qui a rattrapé son retard face à ses voisins, il devra «répartir la richesse pour la créer», et non l'inverse, en misant sur le développement social et une fiscalité à la redistribution efficace.

## Que faire avec un système capitaliste sans avenir?

Jean-François Lisée aura le dernier mot du livre. Il présentera ses pistes pour sortir de la crise. S'il s'interroge à son tour sur le modèle capitaliste, c'est surtout pour dénoncer – avec les fantômes Marx et Engels – l'hyperconsommation à la mode et tâcher de lui trouver une définition. Le capitalisme se résume dans le fait de tout transformer en marchandise. Dans son rôle de *terminator* possédant une définition claire du capitalisme, J.-F. Lisée revendique sans cesse le mérite de la clarté: l'avenir se trouve dans une réduction de la consommation et les gouvernements doivent mettre en place des solutions de rechange. Or, comment sortir concrètement de la crise d'un système de marchandises en croissance?

Tel un médecin face à la situation désespérée d'un patient difficile, Lisée présente une batterie de tests (le modèle Wal-Mart, la thèse d'Hervé Kempf, le projet audacieux de l'éco-socialisme révolutionnaire, la thèse de Geoff Mulgan, les idées d'extrême gauche de Québec Solidaire et le *Manifeste pour une sociale démocratie concurrentielle* de Marcel Boyer) afin de tracer des limites et de valoriser sa position déjà mise en circulation dans *Pour une gauche efficace*. Passer un test Wal-Mart, par exemple, c'est se demander, dans une expérience de pensée, si l'application d'une solution de rechange aurait pour effet de contraindre la compagnie – la plus grande et anti-syndicaliste du monde – à tenir compte de l'extérieur. On voit que les positions qu'il présente lui servent de repoussoir et que sa méthode vise à forcer l'adhésion du lecteur. Pour y arriver, il élabore des pistes de solution sur plus de 70 pages et il les résume – sous le titre atone «Un programme commun de changement» – à la fin du livre (p. 255-256). Pour l'essentiel, l'écrivain prolifique et blogueur de *L'Actualité* propose des mesures de redressement visant à remettre l'économie sociale en jeu, à encadrer le modèle corporatif (national et international), à freiner la dérive acquisitive et à réduire les inégalités par la fiscalité individuelle. Convaincu et convaincant, l'essayiste laissera le mot de la fin à Keynes qui se demandait si, un jour, les hommes seraient prêts à abandonner le laisser-faire pour entrer dans l'ère du socialisme libéral conséquent... Il semble que non. Par sa volonté de dompter la bête, par ses idées pour le Québec, Jean-François Lisée apparaîtra comme l'un des auteurs les plus engagés de son époque. Son mérite, et il n'est pas mince, sera d'avoir rendue incontournable l'idée voulant que l'essentiel ne soit pas d'arriver quelque part, mais de sortir d'où l'on est.

Dominic Desroches  
Département de philosophie, Collège Ahuntsic